

COMMUNIQUÉ

Nouvelles attaques contre les lycées professionnels et les PLP dans le projet Macron

Le SNUEP-FSU a été reçu par l'équipe de campagne du candidat Macron pour obtenir des clarifications sur les annonces concernant la « *révolution complète des lycées professionnels* ». Alors que beaucoup de sujets sont renvoyés à une prétendue « grande concertation », certains sont déjà actés.

Les PFMP seront doublées pour tous les élèves de terminale CAP et bac pro impliquant le transfert de la responsabilité de la formation professionnelle aux entreprises au dépend des enseignements professionnels dispensés par les professeur·es de lycée professionnel (PLP). Cette première confirmation signe une diminution drastique voire une disparition des heures d'enseignement professionnel en terminale.

Le statut des élèves de terminale n'est pas complètement arbitré : les un·es, apprenti·es (donc salarié·es) les autres, élèves ou stagiaires ? Ces dernier·es se verront attribuer une allocation financière de 200 euros pour les mineurs et 500 euros pour les majeurs. Soit une main-d'œuvre à mi-temps payée entièrement par l'État, une véritable aubaine pour les entreprises.

La revalorisation salariale des PLP ne concernera que celles et ceux qui, volontaires, s'engageront dans un pacte PLP – une sorte d'avenant au statut, sur la base de quatre missions annualisées : suivi individualisé des élèves, formation continue des enseignant·es sur le temps de vacances scolaires, devoirs faits et remplacement.

Les cartes des formations seront calibrées uniquement au prisme des besoins en emplois des entreprises sur un territoire donné et sur la base des secteurs d'activité en tension.

Cette réforme « *révolutionnaire* » annoncée par le candidat Macron instrumentalise clairement les lycées professionnels pour pallier le manque de main-d'œuvre peu voire pas qualifiée sur des emplois fortement dévalorisés. Elle hypothéquera encore davantage les possibilités de poursuites d'études des lycéen·nes professionnel·les. Les destins scolaires d'une partie de la jeunesse seraient donc scellés dès la fin du collège en fonction des attendus patronaux. Un pari gagnant-gagnant pour les décideurs actuels car il permet aussi de dédouaner les branches professionnelles de revaloriser les métiers afin de les rendre attractifs.

Parce que construire l'avenir scolaire et professionnel des jeunes c'est notre métier, le SNUEP-FSU combattra ce projet avec force. Il appelle les personnels à se mobiliser massivement par le vote le 10 avril contre les partis d'extrêmes droites mais aussi contre les partis qui portent des projets profondément réactionnaires et dévastateurs pour la formation professionnelle des jeunes.